

**Recommandations du Comité Consultatif pour les télécommunications  
concernant l'avant-projet de loi portant des dispositions diverses en matière  
de télécommunications,**

**en exécution de l'article 4, alinéa premier,  
de la loi du 17 janvier 2003  
relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des  
télécommunications belges**

3 février 2010

## 1. Contexte

Dernièrement, le Comité consultatif a pris connaissance de l'avant-projet de loi *portant des dispositions diverses en matière de télécommunications*, qui selon les communiqués de presse, aurait été soumis le 7 décembre dernier au Conseil des ministres. Il ressort du texte communiqué au Comité que l'avant-projet risque de conduire à une limitation substantielle des recommandations annuelles du Comité consultatif concernant les activités de l'IBPT. En raison de l'importance stratégique de l'avant-projet de loi en question, le Comité consultatif formule concernant cette modification les recommandations suivantes en exécution de l'article 4, alinéa premier, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges (indiquée ci-après en abrégé comme : "loi IBPT").

## 2. Recommandations concernant la compétence d'avis du Comité consultatif

### a. Situation existante

Conformément à l'article 4 de la loi IBPT, le Comité consultatif est tenu de remettre à la Chambre des Représentants un rapport annuel sur ses activités contenant également des recommandations concernant les activités de l'IBPT. Pour cette mission, il a été décidé par la réunion plénière du 4 avril 2007 de créer un nouveau groupe de travail permanent 'Recommandations IBPT'. Le premier rapport contenant les recommandations, analyses et résultats a été approuvé lors des réunions plénières du Comité des 9 et 13 octobre 2008.<sup>1</sup> Les recommandations du Comité concernant l'année 2009 ont été approuvées par le groupe de travail le 13 janvier 2010 et entérinées par la réunion plénière du 3 février 2010<sup>2</sup>.

### b. Avant-projet de loi (articles 2 et 3) : modifications proposées

Les articles 2 et 3 de l'avant-projet de loi portent sur les recommandations du Comité. Pour le secteur des télécommunications et le secteur postal, les recommandations annuelles formulées par les Comités consultatifs respectifs concernant les activités de l'IBPT seraient remplacées par des recommandations concernant les rapports annuels de l'IBPT.

### c. Appréciation

Le Comité estime que le présent avant-projet de loi comporte un certain nombre de mesures positives au niveau de la transparence de la politique de l'IBPT. L'on peut ainsi s'attendre à ce que l'introduction d'un plan stratégique triennal et d'un plan d'activités annuel, l'obligation pour le Conseil de les présenter entre autres à la Chambre des Représentants et l'obligation d'organiser une consultation publique (article 8 de l'avant-projet) contribueront à une meilleure compréhension des décisions de l'IBPT, qui devrait ainsi pouvoir exercer sa mission avec plus d'autorité.

---

1 Disponible dans son intégralité sur: <http://www.rct-cct.be/docs/adviezen/2008/081013%20Aanbevelingen%20FR.pdf>

2 Disponible dans son intégralité sur: <http://www.rct-cct.be/docs/adviezen/2010/100203%20Aanbevelingen%20IBPT%20FR.pdf>

Toutefois, pour ce qui est de la compétence d'avis (annuelle) du Comité concernant les activités de l'IBPT, le Comité tient à exprimer sa profonde inquiétude face aux modifications proposées. **Le remplacement des recommandations actuelles concernant les activités de l'IBPT par des recommandations concernant le rapport d'activités de l'IBPT pourrait impliquer en effet une limitation considérable de la tâche d'avis du Comité (seul forum représentant l'ensemble du secteur des communications électroniques 3) à plusieurs égards et pourrait même la rendre totalement impossible.** Le Comité rappelle les aspects suivants en la matière :

1. Limitation de la portée des recommandations du Comité consultatif

La réglementation existante a été introduite à l'époque comme une mesure de contrôle ou de surveillance de la politique menée par l'IBPT. Le présent avant-projet risque de limiter extrêmement la portée des recommandations du Comité consultatif. Il pourrait en effet en être déduit que l'objet des recommandations relatives aux activités de l'IBPT est différent de celui des recommandations relatives au rapport d'activités de l'IBPT dont le champ serait alors limité aux points traités par ce rapport. Sur ce point le Comité rappelle que son présent rapport sur les activités de l'IBPT est, conformément à l'article 14 §2 al. 1<sup>er</sup> de l'AR du 11 mai 2003 *fixant le statut, la rémunération et les devoirs du Président et des membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications* (voir annexe) désigné comme un élément que le ministre est tenu d'utiliser pour l'évaluation des membres du Conseil. **Le Comité estime que pour éviter toute confusion d'intérêts, il n'est pas recommandé que les membres du Conseil puissent limiter la portée des documents qui servent entre autres d'éléments dans leur propre évaluation. Il en résulte que les recommandations du Comité ne peuvent pas être limitées au niveau de leur portée par le rapport annuel approuvé par le Conseil de l'IBPT.**

2. Questions sur l'opportunité des recommandations concernant le rapport annuel de l'IBPT

Il a déjà été rappelé ci-dessus que la réglementation existante à l'époque a surtout été introduite comme une **mesure de contrôle ou de surveillance** de la manière dont laquelle l'IBPT effectuait et proposait ses tâches et activités. **Le Comité estime que la limitation de ses recommandations au rapport annuel de l'IBPT sape pratiquement l'intégralité de cet objectif.** Du reste, le Comité se pose beaucoup de questions sur l'opportunité de formuler des recommandations concernant un rapport annuel approuvé et publié.

---

3 les représentants des utilisateurs, des fabricants d'équipements de télécommunications, des fournisseurs de services, des opérateurs, puissants ou non, de réseaux de télécommunication publics fixes et mobiles, des opérateurs en charge du service universel, des représentants du gouvernement fédéral, des gouvernements des Communautés et des Régions et des représentants des organisations représentatives des travailleurs et des employeurs (y compris les petites et moyennes entreprises). L'IBPT et le Service de Médiation pour les télécommunications siègent en tant qu'observateurs au Comité.

3. Questions sur le timing des recommandations concernant le rapport annuel de l'IBPT

**Le Comité constate que le timing prévu par l'avant-projet de loi rend les recommandations du Comité pratiquement tout à fait superflues.** L'avant-projet stipule en effet à cet égard que le rapport annuel est mis à la disposition du public et qu'ensuite le Conseil dispose d'un délai d'un mois pour venir le commenter devant la Chambre des Représentants. Le Comité estime qu'une période aussi courte (soit un mois) n'est guère suffisante pour arriver à un avis judicieux. Le Comité pense qu'émettre un avis après la présentation du rapport annuel à la Chambre n'a presque plus aucun sens.

3. **CONCLUSION**

Le Comité estime que l'avant-projet de loi examiné *portant des dispositions diverses en matière de télécommunications* suscite de sérieux doutes qui nécessitent une révision approfondie, du moins en ce qui concerne les recommandations annuelles du Comité concernant les activités de l'IBPT (articles 2 et 3 de l'avant-projet).

Le Comité insiste tout particulièrement sur les manquements suivants :

1. Limitation de la portée des recommandations du Comité consultatif ;
2. Questions sur l'opportunité des recommandations concernant le rapport annuel de l'IBPT ;
3. Questions sur le timing des recommandations concernant le rapport annuel de l'IBPT.

Vu le délai extrêmement court dans lequel cet avis a été préparé, le Comité n'a pas été en mesure de se prononcer sur d'autres modifications proposées.

Le Comité exprime le souhait d'être associé à l'évolution que connaîtra cet avant-projet de loi.

Annexe : AR du 11 mai 2003 fixant le statut, la rémunération et les devoirs du président et des membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

-----

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2003 — 2223

[S - C - 2003/14140]

**11 MAI 2003.** — Arrêté royal fixant le statut, la rémunération et les devoirs du président et des membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, notamment l'article 17, §§ 4 et 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 février 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2003;

Vu le protocole de négociation du 31 mars 2003 du Comité de secteur VIII;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il s'impose que le statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges soit modifié pour restaurer la nécessaire sécurité juridique mise en cause par l'avis motivé de la Commission européenne reprochant notamment à la Belgique le manque d'indépendance fonctionnelle de l'autorité de réglementation par rapport aux opérateurs postaux;

Vu l'avis n° 35.27914 du Conseil d'Etat, donné le 11 avril 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le Ministre : le ou la Ministre ou Secrétaire d'Etat qui a les services postaux et/ou aux télécommunications dans ses attributions;

2° la loi : la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3° l'Institut : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé IBPT, visé à l'article 71, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

4° le Conseil : le Conseil de l'Institut, visé au section 3 du chapitre 3 de la loi;

5° le président : le ou la président(e) du Conseil, visé(e) à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de la loi;

6° les membres du Conseil : les membres ordinaires du Conseil, visés à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, de la loi.

**Art. 2.** Le présent arrêté est applicable au président et aux membres du Conseil.

CHAPITRE II. — *Conditions générales de désignation*

**Art. 3.** Les candidats à la fonction de président ou de membre du Conseil doivent remplir les conditions générales d'admissibilité suivantes :

1° Etre ressortissant d'un Etat membre de l'U.E. ou d'un Etat faisant partie de l'Espace économique européen;

2° Présenter un comportement qui correspond aux exigences de la fonction visée;

3° Disposer des droits civils et politiques;

4° Détenir un diplôme universitaire ou assimilé du deuxième cycle.

**Art. 4.** Pour pouvoir être désigné à la fonction de président, le candidat doit en outre avoir soit une expérience professionnelle de dix années au minimum dans le secteur des services postaux ou des télécommunications ou des radiocommunications, soit une expérience professionnelle dans ces trois secteurs qui ensemble totalise au minimum tien années.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2003 — 2223

[S - C - 2003/14140]]

**11 MEI 2003.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut, de bezoldiging en de plichten van de voorzitter en de leden van de Raad van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesectoren, inzonderheid op artikel 17, §§ 4 en 5;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 28 februari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 maart 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 31 maart 2003 van sectorcomité VIII;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesectoren moet gewijzigd worden om de nodige rechtszekerheid te herstellen, die verstoord wordt door het gemotiveerd advies van de Europese Commissie waarin België onder meer het gebrek aan functionele onafhankelijkheid van de regelgevende overheid ten opzichte van de operatoren in de postsector, wordt verweten;

Gelet op het advies nr. 35.27914 van de Raad van State, gegeven op 11 april 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : de Minister of Staatssecretaris tot wiens bevoegdheden de aangelegenheden inzake postdiensten en/of telecommunicatie behoren;

2° de wet : de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische posten telecommunicatiesectoren;

3° het Instituut : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort BIPT, bedoeld in artikel 71, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

4° de Raad : de Raad van het Instituut, bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 3 van de wet;

5° de voorzitter : de voorzitter van de Raad, bedoeld in artikel 17, § 1 van de wet;

6° de leden van de Raad : de gewone leden van de Raad, bedoeld in artikel 17, § 1, van de wet.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de voorzitter en de leden van de Raad.

HOOFDSTUK II. — *Algemene voorwaarden van aanstelling*

**Art. 3.** De kandidaten voor de functie van voorzitter of lid van de Raad moeten voldoen aan volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten :

1° Onderdaan zijn van een E.U. lid-Staat of van een staat die deel uitmaakt van de Europese Economische;

2° Een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde functie;

3° De burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° Houder van een universitair of daarmee gelijkgesteld diploma van de tweede cyclus.

**Art. 4.** Om in de functie van voorzitter te worden aangesteld moet de kandidaat daarenboven ofwel een professionele ervaring van tien jaar in de sector post of telecommunicatie of radiocommunicatie bezitten, ofwel een professionele ervaring in die drie sectoren bezitten die tesamen een minimum van tien jaar bedraagt.

**Art. 5.** Pour pouvoir être désigné à la fonction de membre du Conseil, le candidat doit en outre avoir une expérience professionnelle de cinq années au minimum dans le secteur des services postaux ou des télécommunications ou des radiocommunications, soit une expérience professionnelle dans ces trois secteurs qui ensemble totalise au minimum cinq années, soit une expérience professionnelle de cinq années au minimum en matière d'analyse économique (tant micro que macro économique) complétée d'une expérience en matière de négociations avec les organisations européennes.

**Art. 6.** Le président et les membres du Conseil ne sont pas soumis à un stage.

### CHAPITRE III. — *Du statut administratif*

**Art. 7.** Pendant la durée de leur mandat, le statut des agents de l'Etat est applicable au président et aux membres du Conseil, à l'exception des dispositions dérogatoires de la loi ou du présent arrêté.

Pour l'application du statut des agents de l'Etat, le président et les membres du Conseil font partie du niveau 1. Ils se trouvent hiérarchiquement au-dessus du rang 16.

**Art. 8.** Par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat, le président et les membres du Conseil qui, au moment de leur désignation, sont déjà nommés à titre définitif ou pendant leur désignation sont nommés à titre définitif au sein de l'Institut ou des services publics visés à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, sont mis en congé d'office pour mission d'intérêt général pour la durée de leur mandat.

**Art. 9.** Pendant leur mandat, le président et les membres du Conseil ne peuvent obtenir :

1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle, sauf si celle-ci vise le congé parental, les soins palliatifs et les soins en cas de maladie grave;

2° un congé pour poser sa candidature aux élections européennes, aux élections des chambres législatives fédérales, des conseils des régions et des communautés ou des conseils provinciaux ou communaux ou pour exercer une fonction dans une cellule stratégique, cellule de coordination de politique générale, cellule de politique générale ou dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet d'un président ou d'un membre du Gouvernement d'une Communauté, d'une Région, du Collège réuni de la Commission communautaire commune, du Collège de la Commission communautaire flamande ou du Collège de la Commission communautaire française;

3° un congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi du service public;

4° un congé pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire;

5° un congé pour mission d'intérêt général;

6° l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle;

7° une absence de longue durée pour raisons personnelles;

8° un congé tel que visé à l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif au congé accordé à certains agents des services de l'Etat mis à la disposition du Roi ou des Princes et Princesses de Belgique et à l'arrêté royal du 2 avril 1975 relatif au congé accordé à certains membres du personnel des services publics pour accomplir certaines prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes;

9° un congé pour accueil et formation;

10° un congé pour accompagner les moins-valides et les malades et les assister pendant des voyages et des séjours de vacances en Belgique ou à l'étranger qui sont organisés par une association, une institution publique ou une institution privée, dont la mission consiste dans la prise en charge des soins pour les moins-valides et les malades et qui, à cette fin, reçoit des subsides de l'autorité.

**Art. 5.** Om in de functie van lid van de Raad te worden aangesteld moet de kandidaat ofwel een professionele ervaring van vijf jaar in de sector post of telecommunicatie of radiocommunicatie bezitten, ofwel een professionele ervaring in die drie sectoren bezitten die tesamen een minimum van vijf jaar bedraagt, ofwel een professionele ervaring van minstens vijf jaar op het gebied van de economische analyse (zowel micro- als macroeconomisch) aangevuld met een ervaring op het gebied van onderhandelingen met Europese organisaties.

**Art. 6.** De voorzitter en de leden van de Raad moeten geen proeftijd vervullen.

### HOOFDSTUK III. — *Het administratief statuut*

**Art. 7.** Behoudens afwijkende bepalingen in de wet of in onderhavig besluit, is, tijdens de duur van hun mandaat, het statuut van het rijkspersoneel van toepassing op de voorzitter en de leden van de Raad.

Voor de toepassing van het statuut van het rijkspersoneel, maken de voorzitter en de leden van de Raad deel uit van niveau 1 en staan zij hiërarchisch boven rang 16.

**Art. 8.** In afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, worden de voorzitter en de leden van de Raad die op het ogenblik van hun aanstelling reeds vast benoemd zijn of tijdens hun aanstelling vastbenoemd worden bij het Instituut of in de overheidsdiensten bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 22 juli 1993 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken, in ambtshalve verlof voor opdracht van algemeen belang geplaatst voor de duur van hun mandaat.

**Art. 9.** Tijdens hun mandaat kunnen de voorzitter en de leden van de Raad geen :

1° verlof voor loopbaanonderbreking krijgen, uitgezonderd deze die het ouderschapsverlof, de palliatieve verzorging en de zorgen in geval van ernstige ziekten betreffen;

2° verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor Europese verkiezingen, voor verkiezingen van de federale wetgevende kamers, van de gewest- en gemeenschapsraden of van de provincie- of gemeenteraden of om een ambt uit te oefenen in een cel beleidsvoorbereiding, cel algemene beleidscoördinatie, cel Algemeen Beleid of het kabinet van een minister of een staatssecretaris of in het kabinet van de voorzitter of van een lid van de regering van een Gemeenschap, van een Gewest, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, van het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° verlof krijgen voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst;

4° verlof krijgen om in vreedstijd prestaties te verrichten bij het Korps burgerlijke veiligheid als vrijwillige indienstnemer bij dit korps;

5° verlof voor opdracht van algemeen belang krijgen;

6° toelating verkrijgen om zijn functies uit te oefenen met verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheid;

7° afwezigheid van lange duur voor persoonlijke aangelegenheden verkrijgen;

8° verloven krijgen zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende het verlof toegekend aan bepaalde, ter beschikking van de Koning of de Prinsen en Prinsessen van België gestelde personeelsleden van de rijksdiensten en in het koninklijk besluit van 2 april 1975 betreffende het verlof dat aan sommige personeelsleden in overheidsdienst wordt verleend voor het verrichten van bepaalde prestaties ten behoeve van erkende politieke groepen, respectievelijk ten behoeve van de voorzitters van die groepen in de wetgevende vergaderingen van de Staat en van de Gemeenschappen of de Gewesten;

9° verlof krijgen voor onthaal en opleiding;

10° een verlof om mindervaliden en zieken te vergezellen en bij te staan tijdens vakantie- en verblijven in België of in het buitenland die worden georganiseerd door een vereniging, een openbare instelling of een privé-instelling, waarvan de opdracht erin bestaat de zorg voor mindervaliden en zieken op zich te nemen en die, te dien einde, subsidies van de overheid krijgt.



CHAPITRE IV. — *Du statut pécuniaire*

**Art. 10.** La rémunération totale annuelle brute du président et des membres du Conseil comprend :

1° un traitement brut mensuel payé à terme échu;

2° la participation à un régime de pension complémentaire, telle que prévue à l'arrêté royal du 29 septembre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et à l'arrêté royal du 2 octobre 2002 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions d'encadrement dans les services publics fédéraux.

Le montant du remboursement maximal des frais pour le président et les membres du Conseil est fixé dans le cadre de l'approbation du budget, telle que prévue à l'article 35 de la loi.

**Art. 11.** La rémunération du président et des membres du Conseil est fixée en conformité avec les normes d'usage dans le secteur des postes, dans le secteur des télécommunications et dans le secteur des radiocommunications, ainsi qu'avec celles des autres instances de contrôle, comparables à l'Institut.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le traitement annuel brut du président du Conseil est fixé à 182.780,91 EUR.

§ 2. Le traitement annuel brut des membres du Conseil est fixé à 151.224,72 EUR.

**Art. 13.** Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également aux traitements du président et des membres du Conseil. Il est lié à l'indice-pivot 105,20.

CHAPITRE V. — *L'Évaluation*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le président et les membres du Conseil sont évalués tous les deux ans. Au plus tard six mois avant la fin de son mandat, il reçoit une évaluation finale globale.

§ 2. Le président et les membres du Conseil sont évalués sur base des rapports prévus par les articles 4, 9 et 34 de la loi.

L'évaluation bisannuelle et l'évaluation finale du titulaire de la fonction de président et de membre du Conseil donnent lieu à la mention "insuffisant" lorsque les rapports visés à l'alinéa premier démontrent que les objectifs prévus dans les plans de gestion semestriels prévus à l'article 34 de la loi n'ont manifestement pas été réalisés pendant la période évaluée.

L'évaluation finale du titulaire de la fonction président et de membre du Conseil donne lieu à la mention "bon" lorsque les rapports visés à l'alinéa premier démontrent que les objectifs prévus dans les plans de gestion semestriels prévus à l'article 34 de la loi ont été réalisés pour la majorité des années évaluées.

§ 3. L'évaluation des titulaires d'une fonction de président et de membre du Conseil se fait par le Ministre.

§ 4. Dans tous les cas, l'évaluateur a un entretien de fonctionnement avec la personne à évaluer en vue de son évaluation. Comme préparation à cet entretien, la personne à évaluer établit une auto-évaluation qu'il transmet à l'évaluateur cinq jours calendrier avant l'entretien. Cette auto-évaluation écrite est jointe au dossier d'évaluation.

Après l'entretien d'évaluation, l'évaluateur finalise le rapport d'évaluation qui est transmis, contre récépissé, à l'évalué dans les quinze jours calendrier qui suivent l'entretien d'évaluation.

CHAPITRE VI. — *De la fin du mandat*

**Art. 15.** Le présent chapitre n'est pas applicable au président ni au membre du Conseil admis à la pension.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le président, à l'exception de celui visé à l'article 8, dont le mandat n'est pas renouvelé, bénéficie d'une indemnité de réintégration fixée par Nous.

§ 2. Le membre du Conseil, à l'exception de celui visé à l'article 8, dont le mandat n'est pas renouvelé, bénéficie d'une indemnité de réintégration fixée par Nous.

HOOFDSTUK IV. — *Het geldelijk statuut*

**Art. 10.** Het bruto jaarlijks beloningspakket van de voorzitter en de leden van de Raad bevat :

1° een maandelijks brutowedde, betaald na vervallen termijn,

2° de deelname aan een aanvullende pensioenregeling, zoals voorzien in het koninklijk besluit van 29 september 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en in het koninklijk besluit van 2 oktober 2002 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de stafuncties in de federale overheidsdiensten.

Het bedrag van de maximale onkostenvergoeding voor de voorzitter en de leden van de Raad wordt vastgelegd in het kader van de goedkeuring van de begroting, zoals voorzien in artikel 35 van de wet.

**Art. 11.** De vergoeding van de voorzitter en van de leden van de Raad wordt vastgesteld in overeenstemming met de gangbare normen in de postsector, de telecommunicatiesector en de radiocommunicatiesector alsmede met deze van de andere toezichthoudende instanties, vergelijkbaar met het Instituut.

**Art. 12.** § 1. De jaarlijkse brutowedde van de voorzitter van de Raad wordt vastgesteld op 182.780,91 EUR.

§ 2. De jaarlijkse brutowedde van de leden van de Raad wordt vastgesteld op 151.224,72 EUR.

**Art. 13.** De mobiliteitsregeling die toepasselijk is op de wedden van het personeel van de ministeries is eveneens van toepassing op de wedden van de voorzitter en van de leden van de Raad. Ze zijn verbonden aan het spilindexcijfer 105,20.

HOOFDSTUK V. — *De evaluatie*

**Art. 14.** § 1. De voorzitter en de leden van de Raad worden tweejaarlijks geëvalueerd. Uiterlijk zes maanden vóór het einde van zijn mandaat krijgt hij een globale eindevaluatie.

§ 2. De voorzitter en de leden van de Raad worden geëvalueerd op basis van verslagen voorzien in de artikelen 4, 9 en 34 van de wet.

De tweejaarlijkse evaluatie en de eindevaluatie van de houder van de functie van voorzitter en van lid van de Raad krijgen de vermelding "onvoldoende" als de verslagen bedoeld in het eerste lid aantonen dat de doelstellingen vervat in de halfjaarlijkse beheersplannen voorzien in artikel 34 van de wet duidelijk niet zijn verwezenlijkt tijdens de geëvalueerde periode.

De eindevaluatie van de houder van de functie van voorzitter en van lid van de Raad krijgt de vermelding "goed" als de verslagen bedoeld in het eerste lid aantonen dat de doelstellingen vervat in de halfjaarlijkse beheersplannen voorzien in artikel 34 van de wet zijn verwezenlijkt voor het merendeel van de geëvalueerde jaren.

§ 3. De evaluatie van de houders van een van de functie man voorzitter en van lid van de Raad gebeurt door de Minister.

§ 4. In ieder geval heeft de evaluator met het oog op een evaluatie een functioneringsgesprek met de te evalueren persoon. Als voorbereiding op dit gesprek maakt de te evalueren persoon een zelfevaluatie op die hij vijf kalenderdagen vóór het gesprek doorstuurt naar de evaluator. Die schriftelijke zelfevaluatie wordt bij het evaluatiedossier gevoegd.

Na het evaluatiegesprek werkt de evaluator het evaluatieverslag uit dat binnen vijftien kalenderdagen na het evaluatiegesprek tegen ontvangst aan de geëvalueerde wordt bezorgd.

HOOFDSTUK VI. — *Het einde van het mandaat*

**Art. 15.** Het huidige hoofdstuk is niet van toepassing op de voorzitter noch op de leden van de Raad die pensioengerechtigd zijn.

**Art. 16.** § 1. De voorzitter, met uitsluiting van deze vermeld in artikel 8, waarvan het mandaat niet wordt vernieuwd, ontvangt een herintegratievergoeding door Ons vastgesteld.

§ 2. Het lid van de Raad, met uitsluiting van deze vermeld in artikel 8, waarvan het mandaat niet wordt vernieuwd, ontvangt een herintegratievergoeding door Ons vastgesteld.

**Art. 17.** Le président ou le membre du Conseil visé à l'article 8, dont le mandat n'est pas renouvelé, est réaffecté dans une fonction équivalente à celle qu'il occupait avant sa désignation à la fonction de président ou de membre du Conseil, qui lui est proposée par le service public où il occupe un emploi statutaire.

Si le président ou le membre du Conseil n'est pas d'accord avec la fonction qui lui est proposée par le service compétent de son service public fédéral, il peut faire appel à la médiation du Service public fédéral Personnel et Organisation.

#### CHAPITRE VII. — Des devoirs de la fonction et de la révocation

**Art. 18.** Avant leur entrée en fonction, le président et les membres du Conseil adressent au Ministre une déclaration d'absence d'intérêts détenus, de fonctions exercées et de services prestés auprès des entreprises, au sens de l'article 17, § 3, alinéa 2, de la loi.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le président et les membres du Conseil doivent veiller à la sauvegarde des intérêts de l'Institut.

§ 2. Ils sont tenus à la plus stricte politesse, tant dans leurs rapports de service avec leurs collègues ou subalternes, que dans leurs rapports avec le public. Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'intérêt du service l'exige.

§ 3. Ils doivent, dans le service ainsi que dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

§ 4. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent ni adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

§ 5. Il leur est interdit de solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée même en dehors de leurs fonction mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

**Art. 20.** Le Ministre propose au Roi de révoquer le président ou un membre du Conseil en cas de contravention aux dispositions du présent chapitre ou à l'article 17, § 3, alinéa 2 ou 23 de la loi.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut proposer au Roi de révoquer le président ou un membre du Conseil qui se trouve dans une incapacité durable d'exercer ses fonctions. Le Ministre doit au préalable consulter le Conseil pour avis.

§ 2. De même, le Ministre peut proposer au Roi de révoquer le président ou un membre du Conseil dont l'évaluation donnerait lieu à la mention "insuffisant".

§ 3. Dans les cas visés à l'article 20 et aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'indemnité visée à l'article 16 n'est pas due.

**Art. 22.** Lorsque, pour des raisons personnelles, le président ou un membre du Conseil veut mettre fin à son mandat avant l'expiration de celui-ci, il doit en faire la demande, à laquelle une suite favorable ne peut être donnée tant qu'il n'a pas été pourvu à son remplacement.

Dans ce cas, l'indemnité visée à l'article 16 n'est pas due au membre concerné.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

**Art. 23.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté royal visé à l'article 17, § 2, de la loi.

**Art. 24.** Notre Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications, des Entreprises  
et des Participations publiques, chargé des Classes moyennes,  
R. DAEMS

**Art. 17.** De voorzitter of het lid van de Raad bedoeld in artikel 8, waarvan het mandaat niet wordt vernieuwd, wordt geaffecteerd in een gelijkaardige functie met deze die hij bleekede voor zijn aanstelling in de functie van voorzitter of lid van de Raad, die hem wordt voorgesteld door de overheidsdienst waar hij een statutaire betrekking bekleedt.

Zo de voorzitter of het lid van de Raad niet akkoord gaat met de hem door de bevoegde dienst aangeboden functie, kan hij een beroep doen op de bemiddeling van de Federale Overheidsdienst Personeel en Organisatie.

#### HOOFDSTUK VII. — De plichten van de functie en de afzetting

**Art. 18.** Vóór hun indiensttreding richten de voorzitter en de leden van de Raad aan de Minister een verklaring inzake afwezigheid van de belangen die zij hebben, alsook de functies die zij uitoefenen of de diensten die zij verrichten bij een onderneming in de zin van artikel 17, § 3, tweede lid, van de wet.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. De voorzitter en de leden van de Raad moeten in alles de belangen van het Instituut behartigen.

§ 2. Zij zijn gehouden tot de meest volstreckte beleefdheid, zowel in hun dienstbetrekkingen met hun collega's of ondergeschikten, als in hun omgang met het publiek. Zij moeten elkaar helpen in de mate waarin het dienstbelang dit vereist.

§ 3. Zij moeten, zowel in dienstverband als in hun privé-leven, alles vermijden wat het vertrouwen van het publiek kan schaden of afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

§ 4. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België, strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid, in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medewerking verlenen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

§ 5. Het is hun verboden, zelfs buiten hun ambt, doch ter oorzaak ervan, rechtstreeks of via tussenpersonen, giften, beloningen of enig voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

**Art. 20.** Ingeval van overtreding van de bepaling van dit hoofdstuk of van artikel 17, § 3, lid 2, of 23 van de wet, stelt de Minister aan de Koning de afzetting van de voorzitter of van een lid van de Raad voor.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. De Minister kan aan de Koning de afzetting voorstellen van de voorzitter of van een lid van de Raad die zich in de blijvende onmogelijkheid bevindt om zijn functies uit te oefenen. De Minister moet voorafgaand het advies van de Raad inwinnen.

§ 2. De Minister kan eveneens aan de Koning de afzetting van de voorzitter of van een lid van de Raad voorstellen van wie de evaluatie aanleiding geeft tot de vermelding "onvoldoende".

§ 3. In de gevallen bedoeld in artikel 20 en in §§ 1 en 2, wordt de vergoeding bedoeld in het artikel 16 niet toegekend.

**Art. 22.** Ingeval de voorzitter of een lid van de Raad, om persoonlijke redenen, vóór de afloop van zijn mandaat hieraan een einde wenst te stellen, moet hij hiertoe een vraag indienen, waaraan slechts gunstig gevolg kan gegeven worden zolang niet in zijn vervanging voorzien is.

In dit geval, wordt de vergoeding bedoeld in artikel 16 aan het betrokken lid niet uitbetaald.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 23.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in artikel 17, § 2, van de wet bedoelde koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 24.** Onze Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven  
en Participaties, belast met Middenstand,  
R. DAEMS